

WIKILEAKS contre hyperpuissance : qui gagne ?

Un figure charismatique et ambiguë, Julian Assange, une petite communauté d'activistes parfois agités de dissensions, un réseau technique astucieux de sites miroirs et autres dispositifs de sauvegarde pour échapper aux juridictions, et la première puissance du monde semble impuissante.

Impuissante, pour le moins, à réagir légalement et ouvertement, dans la transparence et contre l'arme de la transparence. Sans tomber dans la théorie du complot, on peut, en effet, soupçonner que le hasard n'explique pas seul les ennuis de Julian Assange : système de financement et de transfert de fonds interrompu, accusations judiciaires, perte d'adresse internet (par défaut de son fournisseur de nom de domaine), dissensions internes, chasses de pays en pays, abandon par ses fournisseurs d'accès, prison, menace sur sa vie..., sans oublier les accusations qui lui sont faites de mettre des vies en danger et d'instaurer une dictature de la transparence.

Nous laisserons le lecteur se former son jugement politique et moral sur les fuites, leur moralité, leurs limites, leur danger... Pour cela nous reproduisons ci-dessous le journal de cette crise tel qu'il est apparu sur le site <http://www.huyghe.fr>

Qui nous semblent illustrer sept hypothèses, au risque évident d'être démentis demain par une Xème révélation sur les révélations.

1) Le contenu du secret, c'est le secret du contenu.

Tout le monde s'accorde, au moins dans les milieux au courant de ce qui se publie en géopolitique, pour dire qu'il n'y a aucune révélation bouleversante dans ce que publie Wikileaks. Que ce soit pour les documents militaires (qui ne savait qu'il y avait plus de dommages civils collatéraux en Irak ou Afghanistan que ne le disait le discours officiel ?) ou pour les milliers de câbles diplomatiques publiés à ce jour. Les sentiments supposés des Saoudiens à l'égard de l'Iran ou l'opinion de tel diplomate sur la vie sexuelle de Mr. Berlusconi n'ont sans doute pas surpris les intéressés. Mais qu'il soit dit que cela a été dit, et dans certains termes, voilà qui change tout. Et l'énorme volume des révélations, et les pratiques qu'elles traduisent chez les diplomates américains, et le contraste entre discours public et rapports confidentiels (confidentiels, pas top-secret), créent un incroyable effet de synergie entre les effets d'informations qui, isolément et rapportées par on-dit, mériteraient quelques lignes.

2) Trop de secret tue le secret. Le fait qu'il y ait aux USA des millions de documents classés secrets, et partant des centaines de milliers de gens plus ou moins accrédités pour les exploiter, plus le fait que tout cela ne soit souvent protégé que par un simple code engendre forcément des effets "à la Kerviel" : un jour quelqu'un abuse du code et le scandale éclate.

3) Trop de données revivifient le commentaire. Si Wikileaks pratique le "journalisme de données" qui consiste à mettre en ligne d'énormes quantités de documents bruts, cette masse numérique serait incompréhensible sans le travail d'équipes entières de journalistes de la presse "traditionnelle", celle qui synthétise, sélectionne et commente. En fait nous ne connaissons la plus grande partie de la manne numérique que par le filtre des anciens médias qui trouvent là une sorte de vengeance.

4) Le droit de savoir repose sur l'impossibilité de cacher.

Ce sont des dispositifs technologiques qui permettent à un seul individu de recueillir des données et de les rendre accessibles en ligne à des millions de visiteurs potentiels. Même lorsque les données en question sont des photographies très intimes comme celles des gardiens sadiques de la prison d'Abou Graibh qui se sont retrouvées sur la Toile et ont indigné le monde arabe. Des dispositifs techniques de duplication, propagation, transfert, etc. font qu'il est impossible de censurer les documents et des les rapatrier. Du coup, le politique semble impuissant.

5) Le technologique l'emporte sur le politique

C'est le corollaire de ce qui précède : même l'État américain, souverain sur son territoire, ne contrôle pas les flux d'information qui parcourent la planète.

6) **Le software menace le softpower.** Obama, l'homme qui devait rétablir l'innocence perdue des USA, l'homme de l'image, de la communication, des nouvelles technologies, Obama qui incarnait à lui seul le soft power américain et la séduction planétaire de son modèle et de sa culture, joue ici le rôle du censeur et du défenseur du secret d'État. Qui plus est, il est confronté à ces réseaux et technologies dont Hillary Clinton et quelques autres célébraient, il n'y a pas si longtemps, la puissance libératrice. Internet devait permettre à tous les dissidents de s'exprimer et dynamiser la structure hiérarchique des pays autoritaires fonctionnant à la dissimulation, à la censure, etc. Tout ceci est devenu un peu ironique. Et ce sont souvent ceux qui prêchent la société de la communication ou la critique citoyenne avec le plus d'éclat, notamment des médias souvent peu soucieux du secret de l'instruction, qui sont les premiers à dénoncer la tyrannie de la transparence quand elle est exercée par une bande incontrôlable.

7) **L'idéologie de la révolte apolitique est un phénomène politique.** Assange n'est pas un anarchiste au sens classique (quelqu'un qui veut remplacer l'État par la libre association des producteurs et citoyens). Il est, de son propre aveu, persuadé que tout pouvoir d'État tend à chercher son propre accroissement, donc à tromper la confiance des citoyens, donc à comploter pour les tromper, donc à communiquer et classer l'information pour comploter, donc à être vulnérable face à ceux qui s'en prennent à ses systèmes d'information pour l'empêcher de comploter.

La divulgation d'information n'a pour l'hacker qu'un seul but : affaiblir le projet liberticide au nom de la liberté individuelle. C'est une résistance sans utopie ou sans autre programme que de résister. Or cette idéologie - simpliste et paranoïaque, jugeront certains - est extrêmement attirante surtout pour des milieux ou des générations qui ont vécu dans la culture numérique. Sa mise en œuvre est matériellement facilitée et apporte des satisfactions narcissiques à ceux qui veulent ou voudront imiter les Robin des Bois des réseaux sociaux. Demain un, deux, trois, cent Wikileaks ? C'est possible : il y aura la motivation, les outils et la matière.

29 juillet 2010 - Wikigate : les documents sur l'Afghanistan

La fuite géante de Wikileaks

Que révèle le "Wikigate", cette fuite de 91.731 documents classés par le gouvernement américain, mais révélés par le site wikileaks.org dirigé par [J. Assange](#) ?

Que, s'il n'est pas avéré que les talibans l'emportent, du moins, les USA ne triomphent pas après avoir mené une guerre plus longue que celle du Vietnam, avec des soutiens et des moyens bien supérieurs ?

Que les talibans utilisent des missiles sol-air comme le faisaient les mouhadjides contre les soviétiques ?

Que la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) ne fonctionne pas parfaitement ? Ni le renseignement américain ?

Que les bombardements et les assassinats ciblés menés par des drones US tuent des civils et font des dommages collatéraux ? Que le nombre de ces victimes civiles est sous-évalué ?

Que le gouvernement afghan est corrompu ? Que des services comme la "Task Force 373" procède à des arrestations arbitraires ? Que les autorités d'Islamabad, ou du moins certains services pakistanais, jouent double jeu ? Que les USA donnent des milliards à un pays qui entraîne des combattant islamistes ?

Que nous ne sommes certainement pas en train de gagner les "cœurs et les esprits" des afghans, des pachtous en particulier ?

Si tout ce qui précède est une surprise pour quelqu'un, cette personne ne pratique pas une veille très approfondie et ne lit guère la presse spécialisée (par ailleurs elle ne suit pas attentivement ce qui est publié sur [ce site](#)) ? Certes les "journaux de guerre afghans" ainsi révélés montrent l'ampleur du phénomène et contiennent des éléments d'information qui n'ont pas encore été entièrement exploités. Mais, pour l'essentiel, tous ces éléments étaient déjà dans le débat public.

L'affaire Wikileaks va certainement connaître de nouveaux rebondissements, ne serait-ce qu'à l'occasion de la chasse à la taupe qui est engagée ou des divers ennuis que feront les autorités à Mr. Assange. Les réactions, côté afghan ou pakistanais, seront également importantes. Pourtant, le plus significatif dans cette affaire, est moins le contenu des révélations que leur processus et le contexte.

Le contexte d'abord. Même si l'administration Obama soutient que ces documents, qui concernent une période allant de 2004 à décembre 2009, démontrent surtout les fautes de G.W. Bush, l'argument ne tient pas. Sous Obama - qui a envoyé plus de 60.000 nouveaux soldats US sur place, doublé le nombre d'attaques par drones et choisi les solutions de "contre-insurrection" massive - aucun des points qui précèdent n'a été atténué par la nouvelle politique. Environ 200.000 Occidentaux (Américains, alliés et groupes militaires privés) et 100.000 Afghans n'ont pas fait le travail en dix ans. Pourquoi cela changerait-il radicalement, même avec un Petraeus ? Simplement, le charisme du président US est tel qu'il fait presque accepter ces révélations qui constitueraient un immense scandale si des faits similaires se déroulaient en Russie contre les insurgés tchétchènes ou qui auraient mis des milliers de pacifistes dans la rue il y a trois ans.

Pourtant, le contexte politique donne tout son poids à l'affaire : échec militaire relatif, échec politique avéré qu'il s'agisse des autorités afghanes ou pakistanaises censées prendre en main la lutte contre leurs islamistes, cafouillages des services de renseignement, montée de l'[opposition](#) à la guerre. Le processus ensuite. Wikileaks est devenue une institution et un symbole. À tort ou à raison, de plus en plus de citoyens, militaire, civils, employés de grandes firmes, sont tentés de jouer les "Whistleblowers", les informateurs qui, de l'intérieur d'une organisation, en révèlent à la presse les secrets les plus scandaleux et les abus les plus cachés.

Ce processus de dénonciation trouve toujours en écho le soutien des médias et de contre-pouvoirs de la société civile ; de mieux en mieux accepté culturellement, il n'y a pas de raison que le phénomène se ralentisse. Ce qui ne va pas manquer de poser des sérieux problèmes pour bon nombre d'organisations qui supposent, sinon une omerta, du moins un code du secret partagé bien intériorisé (et parfois bien sanctionné).

Le facteur technique joue aussi dans le même sens : le seul fait qu'il suffise d'un support de stockage très discret ou de n'importe quelle connexion pour accéder à des mémoires numériques et les exporter. Parfois volontairement, parfois aussi involontairement comme dans le cas des photos scandaleuses d'Abou Graibh, les scandales deviennent de plus en plus faciles à révéler. Mais derrière ces nouveautés se cache aussi un phénomène plus ancien : dans une guerre (comme d'ailleurs dans nombre de situations de crise), il y a sur le terrain beaucoup de gens qui comprennent ce qui se passe. Souvent, ils analysent bien pourquoi l'organisation va dans le mur.

Mais entre la base et la direction, s'interposent de redoutables filtres de la réalité qui servent surtout à procurer aux chefs les nouvelles encourageantes qu'ils attendaient. et les incite à persévérer dans l'erreur. Vous souvenez-vous des document du Pentagone ? Ils furent publiés en pleine guerre du Vietnam, 47 volumes de document déclassifiés à la fin des années 60. Ils révélaient les mécanismes de l'intelligence et de l'intoxication dans ce conflit.

Les extraits publiés par le New York Times en 1971 démontraient comment, suivant l'expression d'Hannah Arendt, « *Si bizarre que cela puisse paraître, le Président des États-Unis est la seule personne qui soit susceptible d'être la victime idéale d'une intoxication totale.* » , tant il était entouré d'une nuée de spécialistes chargés de gérer le bruit du monde. La comparaison entre Vietnam et l'Irak ou l'Afghanistan est éclairante. Nombre des dysfonctions notées par Hannah Arendt (dans un texte admirable de *Violence et politique*) se retrouvent dans les deux cas. Ainsi lorsqu'elle remarque : « *À tout le moins, les rapports, ou plutôt l'absence de rapports entre les faits et les décisions prises et entre les services officiels, civils ou militaires et les services de renseignement sont peut-être le secret le plus étonnant, et certainement le mieux gardé, que nous ont révélé les documents du Pentagone.* »

Deux éléments au moins se font écho à trente ans de distance. D'abord l'inconcevable confiance en soi qui amène des gens intelligents à négliger les faits tant ils ont la certitude de l'emporter. Ensuite : la manipulation de l'opinion est apparue comme un but de la guerre par ce que le Vietnam était une guerre pour l'image de l'Amérique. La guerre du Vietnam a été définie comme un conflit dont le but était « de parvenir à créer un certain état d'esprit. » (en l'occurrence de soutenir l'image d'une puissance qui défendait ses alliés et qui n'acceptait pas de perdre un pion dans la partie engagée avec l'Est). La guerre d'Afghanistan est censée "contrer le récit" des jihadiste et démontrer que "nous sommes là pour aider ces gens". Est-ce un progrès ?

16 octobre 2010 - Wikileaks : bientôt un autre épisode

De nouvelles révélations sur l'Irak

L'affaire [Wikileaks](#) risque de rebondir. Après avoir publié 75.000 documents internes sur la guerre d'Afghanistan (et provoqué la [fureur des autorités U.S.](#)), le [site](#) du désormais célèbre [Julien Assange](#), [personnage charismatique](#) qui a fait du "[Whistleblowing](#)" une question géopolitique, inquiète à nouveau le [Pentagone](#) : il serait sur le point de publier 400.000 nouveaux documents, sur l'Irak, cette fois. Et le département de la Défense a [mobilisé son personnel](#) pour préparer la défense.

Du coup, le [Los Angeles Times](#) se demande ce qui se serait passé si Wikileaks avait existé au moment du 11 Septembre : les alertes qui étaient remontées d'un agent du FBI (qui avait participé à l'arrestation du Jihadiste français Moussaoui), et l'instructeur de vol qui avait conçu des soupçons sur son élève, les autorités n'auraient pas pu ignorer ces avertissements. Et l'attentat aurait peut-être été empêché ou annulé. Ce qui est évidemment impossible à démontrer (après tout les kamikazes ont continué leur projet tout en sachant que Moussaoui était arrêté et en ignorant s'il avait parlé).

Au moment des fuites sur l'Afghanistan, les autorités US (et même le président Karzai) avaient affirmé que ces fuites risquaient de coûter la vie à des Afghans dont les dossiers donnaient les noms et que les talibans n'allaient pas manquer d'égorger. Quelques mois plus tard, [le Pentagone](#) reconnaît qu'il ne s'en est rien passé. La sécurité nationale n'en a en rien souffert et les dommages aux opérations ou à les risques pour des agents américains ne se sont pas concrétisés.

Pourtant, même en tenant compte de la légère [tendance à la paranoïa d'Assange](#) - qui se promène avec tous ses secrets sur lui et est persuadé que les services US vont glisser des objets compromettants dans ses valises - il lui arrive des choses curieuses.

Après avoir été accusé de [viol en Suède](#), Assange avait dénoncé une manœuvre du Pentagone. Puis il s'est vu [désavoué](#) par le cofondateur du site. Quelques temps après, c'est le [porte-parole allemand de Wikileaks](#) qui démissionne. Dernier épisode : on apprend que la compagnie anglaise Moneybooker qui collecte les donations pour le site a décidé en Août de fermer son compte quelques jours après que le Pentagone ait inscrit Wikileaks sur sa liste d'organisations suspectes aux yeux des autorités américaines.

Tout semble donc indiquer que le second épisode de l'affaire Wikileaks sera tout aussi compliqué et rempli de coups tordus que le précédent. Une affaire que nous ne manquerons pas de suivre sur ce site.

23 octobre 2010 - Wikileaks contre l'Empire du Bien II

Comme nous l'avions [annoncé](#), une nouvelle [fuite](#) de [Wikileaks](#), vient de battre des [records historiques](#) : 391,832 documents secrets sur l'Irak (bien plus que les "[fichiers afghans](#)"). Il s'agit essentiellement de SIGACT (ACTions SIGNificatives de guerre rapportées par les soldats eux-mêmes). En dépit des affirmations d'[Hillary Clinton](#) condamnant cette publication comme pouvant mettre en danger des vies de soldats américains, l'expérience des documents d'Afghanistan montre qu'ils n'ont provoqué [aucun dommage significatif](#) à la sécurité US en termes militaires. Ce qui libère beaucoup d'éventuels scrupules moraux.

Du coup, et pendant que l'on commence seulement à [analyser les données](#) (quelques [journaux](#) les avaient reçus un peu en avance et il existe un [moteur de recherche](#) pour les explorer) et bien qu'elles soient souvent obscurcies par le [jargon militaire](#), les premières conclusions commencent à circuler. Pour une période du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2009, donc sous deux présidences, (et avec deux mois de "trou" dans la documentation), cette guerre a fait près de 110.000 morts dont 66.000 civils. Elle a tué cinq fois plus que la guerre d'Afghanistan pendant la même période (mais ceci pourrait bien changer). Quant aux autres morts, il s'agit d'environ 24.000 "ennemis", auxquels s'opposent un peu plus de 15.000 morts dans les forces gouvernementales irakiennes, et enfin 3771 "forces amies", comprenez des forces de la coalition, donc pas forcément des soldats américains. Et déjà, on commence à parler de [crimes de guerre](#) que pourraient révéler ces documents (notamment à l'occasion de frappes aériennes contre des cibles visiblement civiles ou des gens qui se rendaient).

Accessoirement ces documents révèlent que 15.000 morts auraient pu ainsi être [ignorées](#) par les statistiques officielles, ce qui relativise certaines promesses de transparence. On reparle aussi beaucoup du [friendly fire](#), ces [tirs "amicaux"](#) qui tuent par erreur des membres de la coalition ou leurs alliés. Le facteur n'est pas négligeable, si l'on se souvient que pendant la première guerre du Golfe, un soldat américain avait plus de chance d'être tué par ses propres troupes que par l'ennemi. Les documents monteraient que les autorités US auraient couvert des [pratiques de torture](#) (au moins par les [autorités irakiennes](#)).

Plus précisément : sous l'administration Obama, on aurait continué à [livrer des milliers de détenus](#) à des centres de détention irakiens, tout en sachant parfaitement que la torture y était pratiquée : 1300 avertissements sur des cas de torture seraient restés sans effet. Et comme en Juillet dernier, les troupes US ont achevé la "livraison" de 9250 détenus aux Irakiens, on peut penser que le processus continue. L'effet [Abou Ghraib](#) n'aurait donc [pas joué](#), et il y aurait eu jusqu'à la fin 2009 plus de 300 cas de brutalité commises par les alliées et connus des forces US sans suite apparente, sans parler des civils abattus aux check points où les GI's ont la détente facile.

Pendant ce temps, [Wikileaks](#) continue à se plaindre d'[attaques informatiques](#), et surtout subit une injonction des autorités américaines de [rendre les documents](#), ce qui peut paraître bizarre pour des documents numériques, mais marque sans doute le début d'une offensive judiciaire sur la base de lois sur l'espionnage.

Tout ceci tombe évidemment très mal pour l'administration Obama qui multipliait depuis quelques temps les annonces sur le retrait des troupes US d'Irak (même si celles-ci sont largement relayées par des [troupes privées](#), dont le très contesté [Blackwater](#)). Les troupes US étant passées en Août sous le seuil symbolique des 50.000 soldats, après sans doute la perte de [4.400 soldats](#), la Maison-Blanche aurait aimé que l'on cesse de parler de cette guerre "presque finie". Pendant que le soutien à la guerre d'Afghanistan [décroit selon les sondages](#), que les supposées [discussions de paix](#) semblent capoter et au moment des élections de mid-term, ce rappel d'un dossier qui est loin d'être clos tombe

plutôt mal. Une guerre de l'information (entendez pour l'accès aux informations) qui est loin d'être close.

25 octobre 2010 - Wikileaks : l'affaire continue

La [fuite-record](#) de [Wikileaks](#) à propos de l'[Irak](#) pourrait bien n'être qu'un début. Tandis que des journaux comme le [Guardian](#) multiplient les [révélations sur la torture](#) pratiquée par les forces irakiennes, le débat porte maintenant sur "Frago 252". Un Frago est un "ordre fragmentaire" qui résume des instructions à l'intention des troupes. En l'occurrence le N° 242 datant de 2004 demanderait aux troupes de la coalition en Irak de ne pas enquêter sur les crimes et délits, comme des brutalités commises sur des prisonniers, tant qu'ils ne sont pas commis par ces troupes. Ce qui équivaut à leur ordonner de fermer les yeux sur tout ce qui est fait par les alliés irakiens.

Au moment où le très contesté Maliki [tente de former un gouvernement](#), et où la [stratégie d'Obama](#) suppose la fiction du retrait des troupes US d'un Irak à peu près stabilisé, cela tombe mal. Parallèlement les [négociations de paix](#) avec des talibans modérés suscitent un scepticisme croissant, en dépit des [annonces triomphalistes](#) sur les progrès parallèles des opérations militaires en Afghanistan. [Richard Holbroke](#) lui-même en reconnaît les limites.

Et voici que des bruits annoncent que Wikileaks va revenir sur le cas afghan avec encore quelques milliers de documents. [Daniel Ellsberg](#), l'homme qui a révélé les papiers du Pentagone en 1971 avait du photocopier un millier de documents à la main avant de les remettre à la presse décrit admirativement Assange, le leader de Wikileaks come "[l'homme le plus dangereux du monde](#)" ; il est devenu, en tout cas, le pire cauchemar d'Obama.

27 octobre 2010 - Papiers du Pentagone et Wikileaks

L'affaire Wikileaks a été l'occasion de reparler des "[Papiers du Pentagone](#)". L'ancêtre mythique de tous les [whistleblowers](#) est [Daniel Ellsberg](#) (qui, du reste, fait des [réapparitions médiatiques](#) pour soutenir Assange ou dénoncer Obama comme [mentant au peuple américain](#)).

Cet ex-marine, ex- analyste de la [Rand](#) devenu analyste stratégique du Pentagone en 1962, avait transmis en 1971 au New York Times les 7000 pages (photocopiées à la main une par une !) d'un document secret du Département de la Défense. La chose ne se passa pas sans difficulté : Nixon, furieux (même si les documents impliquaient plus l'administration démocrate précédente, celle de Johnson) que la sienne, voulut faire interdire la publication. Par les fameuses bandes de magnétophone que conservait Nixon, on sait maintenant [à quel degré de fureur](#) il était arrivé.

Comme dans les feuillets américains, cela se termina [devant la Cour Suprême](#), qui autorisa la publication. Ellsberg, qui s'attendait à passer sa vie en prison pour espionnage et conspiration, se retrouva libre. Cet antécédent explique sans doute pourquoi l'administration Obama ne veut pas répéter les erreurs de Nixon et n'attaque pas les Wikileaks de front. Autre point commun aux deux affaires : dans les deux cas, ce sont des documents officiels, pas des témoignages contestables ou hypothèses douteuses qui sont livrées à la presse. Et, dans les deux cas, ce sont les mensonges, au moins par omission, du gouvernement US qui sont mis en cause. Difficile d'avoir qu'une connaissance très superficielle de ces documents (il faudrait sans doute plusieurs mois de lecture et vérification pour devenir spécialiste des deux affaires).

On se souvient pourtant que les papiers du Pentagone avaient été compilés sur ordre de Mc Namara, le Secrétaire à la Défense sous Johnson, dans un but encore mal identifié, peut-être pour un futur ouvrage historique, mais dans tous les cas, par des gens qui soutenaient ou étaient censés soutenir cette politique et sans la moindre intention polémique. Cela leur donnait d'autant plus de force. Et cela constitue une différence notable avec les Wikileaks, qu'il s'agisse de l'Afghanistan ou de l'Irak.

En 2010, nous disposons de milliers de témoignages de la base qui révèlent des choses dont tout le monde [se doutait plus ou moins](#). Leur impact provient de ce que l'on réalise devant la multiplicité des exemples combien ces guerres sont plus dures, moins contrôlées et plus sales qu'on ne le disait officiellement. Mais après les révélations sur le mensonge des [Armes de Destruction Massive](#), elles n'ont pu vraiment bouleverser que quelques naïfs.

En 1971, on découvrait non seulement les manœuvres de l'administration Johnson mais aussi la façon dont fonctionnaient la Maison Blanche et le Pentagone au plus haut niveau. On apprenait qu'ils avaient délibérément menti à l'opinion américaine, participé au coup d'État de Dien, que la décision de l'escalade était prise depuis longtemps, etc.. et l'affaire avait de lourdes conséquences politiques (dont le processus qui amena Nixon à utiliser des "plombiers" pour éviter de telles fuites, et donc qui l'amena indirectement à sa propre chute dans le Watergate). Enfin et surtout, en 1971, le monde apprenait la leçon que résumait magnifiquement à l'époque Hannah Arendt : "*Les trompeurs ont commencé par s'illusionner eux-mêmes. Du fait sans doute de la position élevée qu'ils occupaient et de leur imperturbable confiance en eux-mêmes, ils étaient tellement convaincus de de pouvoir remporter un succès total, non pas sur le champ de bataille, mais dans le domaine des relations publiques, et si fermement assurés de la valeur de leurs postulats psychologiques quant aux possibilités illimitées de manipuler l'opinion publique qu'ils ont anticipé et sur la conviction généralisée et sur la victoire dans cette bataille dont l'opinion publique était l'enjeu.*" (in *Du mensonge en politique*). Trente ans plus tard, qui a retenu la leçon ?

1° décembre 2010 Wikileaks : le message ou le medium

Wikileaks 3 USA 0.

La troisième grande vague de révélations lancée par Wikileaks, après les documents confidentiels sur les guerres d'Irak et d'Afghanistan déclenchent des réactions diplomatiques d'une ampleur, elle aussi, inédite.

Quitte, parfois, à ravalier l'irritation que pourrait leur causer telle ou telle remarque d'un diplomate US sur leurs dirigeants, chancelleries et gouvernements occidentaux font chorus pour relayer l'indignation américaine. Qu'Hillary Clinton déclare que cela "ne représente pas seulement une attaque contre les intérêts diplomatiques américains... mais aussi une attaque contre la communauté internationale." est plus que significatif. Julian Assange, avec son physique d'adolescent attardé, un bon système de défense contre les cyber-attaques et la cyber-censure, une simple adresse Internet, un budget et une équipe réduits fait donc trembler la planète. Sans que personne (sauf le président Ahaninedjad) ait contesté la véracité de ce qu'il publie...

L'acte d'accusation contre le "*whistle blower*" le plus célèbre de la planète se résume généralement à deux thèmes :

- il met en péril la vie d'innocents (comprenez : d'amis des États-Unis): Assange au nom faussement prédestiné n'annonce aucune bonne nouvelle ; il livre des malheureux aux forces du mal.

- la dictature de la transparence est aussi dangereuse que la dissimulation typique des régimes totalitaires, ou plutôt, l'une rejoint l'autre. Accusation corollaire : Assange ne s'applique pas à lui-même les principes de vérification des sources et de refus du secret qu'il exige des autres.

Le premier point un argument de fait sur lequel nous ne possédons pas de compétence particulière.

Le second argument, moral et politique, est vrai, mais terriblement général. Et surtout, rien de tout cela ne nous explique l'ampleur du phénomène. Ni l'incroyable contraste entre le résultat et les moyens des acteurs (ainsi, si l'informateur de Wikileaks est bien l'analyste militaire que l'on soupçonne, avec sa bonne tête ronde qui lui aurait permis de jouer dans "*Happy Days*", on aura du mal à croire que ce lutin ait pu ainsi ébranler l'Empire).

Est-ce le fond de l'affaire qui est si dramatique ? Tous les commentateurs ou presque sont d'accord, pour dire que chacune des "révélations" mériterait au mieux quelques lignes si elle sortait isolément (du moins en se référant à celles qui nous ont été présentées par les journaux qui en ont eu la primeur, car l'auteur de ces lignes n'a guère eu le loisir de lire les 250.000 dépêches, qui ne sont d'ailleurs pas vraiment disponibles pour le moment).

Ceci est d'autant plus vrai que

a) les dépêches ne sont pas classées "top secret" ; elles ne racontent pas (contrairement aux "papiers du Pentagone" révélés à la presse en 1971) de sulfureux complots de l'administration US, d'énormes manipulations de l'opinion publique (rien de comparable, par exemple, à "l'invention" des Armes de Destruction Massive en Irak).

b) ces documents reflètent des opinions de diplomates. Ils pensent que Khadafi aime les infirmières à grosse poitrine, que Nicolas Sarkozy est coléreux ou que Pékin ne soutiendrait pas son allié nord-coréen en cas de nécessité. Ce sont, la plupart du temps, ou des jugements, ou des oui-dire. Comme les documents sur l'Irak ou l'Afghanistan reflétaient davantage des constats faits sur le terrain par des soldats - et dont l'ensemble donne une tout autre idée de la guerre que la version officielle.

Le plus scandaleux dans les révélations récentes de Wikileaks est sans doute d'apprendre que les diplomates américains (si cela est vérifié, bien sûr), ne se conduisent pas

exactement en gentlemen diplômés d'Harvard, mais plutôt en indicateurs et argousins, en notant des numéros de cartes de crédit ou en recueillant des échantillons génétiques. Alors, pourquoi toute cette affaire est-elle devenue aussi énorme ?

Il nous semble que l'on peut tenter d'en résumer provisoirement les enseignements :

- Obama, l'homme du *soft power*, l'homme qui allait permettre à nouveau à l'Amérique de retrouver sa vertu et l'amour du reste du monde, est puni par le principe de transparence qu'il a tant prôné et par cette liberté d'expression sur Internet en qui il fondait tant d'espoirs. Si la même chose s'était produite sous le règne de Bush, l'indignation anti Wikileaks serait-elle si unanime ?

- Tout cela suppose la rencontre d'une technologie qui permet de diffuser à la planète une énorme quantité de données, sans qu'aucune censure étatique y puisse rien, et d'une certaine culture. Celle du David un peu Hacker, un peu Tintin, un peu chevalier blanc contre le Système. Celle du citoyen prompt à exiger de tout savoir et de tout contrôler, mais sans exercer la responsabilité qui incombe à un parti politique : risquer un jour d'exercer le pouvoir, ou au moins devoir dire ce qu'il faudrait faire.

- Les contre-pouvoirs triomphent, ce que nous avons ailleurs nommé les Organisations Matérialisées d'Influence, ONG, lobbies, médias "citoyens", associations dites de la société civile - avec leur perpétuelle demande de contrôle de la base sur le sommet, de moralité des moyens de puissance et le soupçon qu'elles portent sur tout pouvoir. La faculté de surveiller, de juger, d'interpeller le politique l'emporte sur le principe d'autorité. Les juges auto-proclamés (personne n'a élu Mr. Assange) gagnent ainsi un pouvoir d'un nouveau genre, celui de révéler et de capter l'attention, de faire le débat et de déterminer ce que les anglo-saxons appelleraient l'agenda, un pouvoir médiatique, culturel et para-moral, qui prospère au détriment des anciens pouvoirs, politiques et économiques.

- Trop de secret tue le secret. À commencer par le plus éminent, le secret d'État. Ce secret se décompose lui-même en secret technique des moyens dont dispose le souverain, secret stratégique de ce qu'il sait réellement sur les autres acteurs (et éventuellement sur ses propres citoyens, et enfin secret défensif de ce qu'il fait en réalité et qui pourrait donner lieu à mise en cause auprès de l'opinion. Ces trois secrets ont été violés. Ils ne l'ont pas été seulement parce que les gens de Wikileaks et leurs informateurs sont malins, ou parce qu'Internet facilite les choses. Ni parce que les services de renseignement Us n'auraient guère fait de progrès depuis le onze septembre. Ils l'ont été parce que le secret prolifère, sous forme de millions de documents classifiés, mais aussi de millions de gens autorisés, gestion oblige, à accéder au moins à une partie du méga-secret généralisé. Un tel système engendre des dysfonctionnements, exactement comme le système de cryptologie numérique de la finance engendre des cas Kerviel.

- Mc Luhan avait raison : *medium is message*. Autrement dit, ce qui compte est moins le contenu de ce que révèle Wikileaks que la synergie entre une technologie numérique et une culture (celle des *whistleblowers* et des réseaux sociaux). Moins l'information révélée que le processus et son ampleur par effet de démultiplication. Moins ce qui s'est dit cette fois, que le fait que cela puisse se répéter demain

2 décembre 2010 - Assange idéologue

Suivant le [département d'État US](#), Assange est un "anarchiste" qui ne "*mérite pas de bénéficier des droits accordés aux journalistes*", tandis que l'ex gouverneur de l'Arkansas, [Mike Huckabee](#) demande rien moins que son exécution.

Certains le qualifient de [traître à l'Amérique](#), oubliant qu'il est citoyen australien. La fureur de l'administration est évidemment proportionnelle à son impuissance (au moins sur le plan légal) et aux dommages subis par son image (celle d'Hillary Clinton, en particulier, demandant aux diplomates américains de pratiquer de véritables actes d'espionnage.)

Tout le monde (nous le premier) reconnaît qu'il n'y a pas de révélation fracassante dans tout ce que publie [Wikileaks](#), rien que ne sache un expert du sujet.. Mais personne ne nie que le dommage soit immense, preuve qu'ici l'énonciation (le fait de dire) est plus dangereux que l'énoncé (ce que l'on apprend). La vérité (personne ne nie qu'il s'agisse de documents authentiques) est-elle révolutionnaire ? et si oui, quelle révolution ?

Le plus simple est d'interroger Assange lui-même, donc de lire son manifeste "*Conspiracy as Governance*" [disponible](#) sur la Toile.

Le titre même, et le commentaire qu'il en fait en précisant qu'il s'agit de lutter contre la "*bad governance*" éclaire un premier point : l'animateur de Wikileaks n'est pas anarchiste au sens où l'anarchiste est comme Louise Michel quelqu'un qui croit que "le pouvoir est maudit" et veut détruire tout État. Assange se place dans la perspective d'une lutte contre les "mauvaises structures" du pouvoir (ce qui suppose qu'il en est de bonnes), celle qui le poussent à rechercher son propre accroissement et non le Bien Commun.

Or, il pense précisément avoir découvert la "clef des structures génératives de la mauvaise gouvernance", comprenez la racine du Mal : le secret et la conspiration, c'est-à-dire le fait que tout gouvernement autoritaire et mal contrôlé par le peuple "conspire" nécessairement, puisqu'il produit et met obligatoirement en œuvre des plans dissimulés pour accroître son propre pouvoir au détriment des gouvernés.

Ce n'est donc pas insulter Assange que de le traiter de "conspirationniste", en ce sens qu'il croit bien que les événements sont organisés par une force cachée dans un dessin inavoué, qui serait en réalité de contrarier le désir du peuple "de vérité, d'amour et de réalisation de soi". On le voit, l'idée, passablement naïve, se rattache plus à une tradition baba/californienne qu'à la noire filiation d'un Bakounine ou d'un Kropotkine. L'intérêt de la pensée d'Assange n'est pas qu'il soit paranoïaque et adhère à ce schéma binaire, c'est la façon dont il le transcrit en termes de technologie oppressive ou libératrice.

Pour qu'il y ait conspiration - c'est le postulat de base, ne le discutons plus - il faut, note Assange que les conspirateurs communiquent, donc que des flots d'information circulent secrètement. Sans un minimum de ces liens, la conspiration, toute conspiration y compris celle d'un groupe terroriste, disparaît parce que l'organisation disparaît. La conspiration, opération essentiellement cognitive, fonctionne finalement comme une boîte noire avec des entrées (des informations sur la monde extérieur), des opérations internes (coordination entre les membres, computation) et des "sorties" : des actes et déclarations issus de la conspiration. Pour que la boîte noire fonctionne bien, il faut qu'elle reçoive des informations "vraies" sur le monde, mais qu'elle produise en "output" des informations "fausses" ou du moins manipulées pour amener les autres acteurs à penser et agir de façon conforme à ses intérêts.

Comment détruire la conspiration (puisque dans ce modèle, il faut et il suffit de l'empêcher pour rétablir une structure juste) ? Assange commence par observer que les conspirations "modernes" supposent (comme toute activité sociale, d'ailleurs) de plus en plus de liens passant par des technologies de l'information. Les conspirateurs, comme vous et moi, passent leur temps à s'envoyer des mails, à se téléphoner, à consulter des bases de données... Lutter contre une conspiration pourrait donc consister à attaquer le système informationnel, tenter de le détruire ou de perturber liens entre conspirateurs, mais aussi de les étouffer et de les séparer. On peut donc diminuer le pouvoir de

nocivité totale d'une conspiration en agissant sur sa capacité communicationnelle, pas nécessairement en s'attaquant aux liens "lourds" (aux personnages importants, aux messages cruciaux), mais aussi en perturbant une multitude de liens "faibles". D'où sa stratégie de la révélation.

C'est tout ? C'est tout, mais c'est assez représentatif de la vision d'un homme chez qui pense les rapports de pouvoir en termes de bien et de mal absolus, certes, mais surtout comme dysfonctionnement d'une machine informationnelle.

6 décembre 2010 - Cablegate et chasse au Wiki

Financiers, hébergeurs, juges, policiers, gouvernements, médias... la chasse

L'affaire [Wikileaks](#) se poursuit à un rythme aussi trépidant que délirant. Comme le dit une phrase souvent citée sur la Toile depuis quelques heures : "la dernière fois qu'il y a eu une fuite de cette ampleur, Noé a construit une arche".

La guerre asymétrique/numérique déclenchée par le [Cablegate](#) ressemble à une chasse au furet de dessin animé : Assange est passé par ci, il est passé par là... Le fort (les USA) poursuit le faible (Wikileaks) avec son gros bâton, faisant fermer hébergeur après hébergeur, coupant une source financière, lançant ses juges et leurs mandats, affolant les médias avec les mantras "la transparence c'est le totalitarisme" ou "cela met la vie de gens en danger". Et le "bip-bip" numérique resurgit ailleurs. Parce que ce qui est rentré une fois dans le circuit du Web n'en ressort plus jamais et parce que c'est le principe même du *hacktivisme* (l'activisme mené par les hackers) que fonctionner à la contagion et à la reproduction à l'infini. Dans le cybermonde personne ne sait qui vous êtes ni où vous êtes et les mandats d'arrêts contre les électrons ne sont pas très efficaces.

Le plus ironique de cette histoire est que ladite chasse est menée par Obama, grande icône planétaire dont les thèmes ont toujours été le [softpower](#), la transparence et la fin de la dissimulation typique de l'ère Bush et par Hillary Clinton. Nous avons [commenté](#) ici-même le [discours](#) "technolibertaire" de cette dernière au moment du conflit entre la Chine et Google : elle y disait en substance que les USA devaient soutenir sans restriction la liberté sur Internet, car elle allait éroder les principes de censure et de secret sur lesquels reposaient tous les régimes autoritaires de la planète).

Donc un petit tour de l'actualité (et de ce qui sera sans doute obsolète quand vous lirez ces lignes) :

- À un rythme régulier, les secrets de Polichinelle, pardon les informations dont ne parlaient que quelques milliers d'experts ou d'habitues des dîners en ville, continuent à tomber. Secrets qui sont, en réalité, ceux de ce que pensent réellement des diplomates américains : l'un a son opinion sur la vie sexuelle de Berlusconi, l'autre sur les réactions de la Chine, le troisième sur Lula. On apprend comment parlent en privé des ambassadeurs, qui, comme vous et moi, disent des gros mots et qualifient tel ou tel responsable politique de paranoïaque, mégalomane ou colérique... So what ? C'est ici plus le ton qui fait problème que le fond - les gouvernements se font-ils de telles illusions sur ce qu'ils pensent les uns des autres ? C'est surtout le processus. L'ampleur de la fuite, son mécanisme, sa reproductibilité, l'effet d'attente des révélations sorties au compte-goutte (tout simplement parce qu'il faut longtemps pour sélectionner dans cette immense masse indistincte), la menace qu'il fait peser sur tout système reposant sur la dissimulation et l'implicite ...

- En revanche, comme on le sait depuis des années, il est bien confirmé que le point faible d'internet est la gestion des noms de domaines (le fameux DNS, le système qui vous permet d'arriver à un site en tapant un nom et non une série de chiffres incompréhensibles que personne ne retiendrait).

Poursuivi par les saboteurs et lâché par les hébergeurs, Julian Assange a donc dû déménager du fameux [Wikileaks.org](#) vers d'autres adresses comme <http://wikileaks.eu.org> ou <http://wikileaks.ch> ou encore <http://wikileaks.at> Le scénario attendu depuis plus de dix (voir le livre de Solveig Godeluck "[La géopolitique d'Internet](#)" qui date des années 90) se réalise : l'infrastructure technique n'est pas neutre et elle n'échappe pas au contrôle d'un pouvoir politique.

Mais les hackers ont eu vingt ans pour se préparer à l'attaque annoncée. Notons au passage que des gouvernements démocratiques encouragent ou réalisent des attaques par déni de service (paralyser un serveur sous le nombre des demandes réalisées par des ordinateurs zombies) tout en nous expliquant, quand ils les subissent, ou quand elles sont attribuées à la Chine ou à la Russie, qu'il s'agit du pire des crimes et d'une forme de

cyberterrorisme.

- En France, la [petite guerre](#) médiatique et juridique entre Eric Besson et l'[hébergeur OVH](#) montre la même logique d'État.

- Au passage, la révélation de la liste des [sites sensibles](#) par Wikileaks confirme combien la question des "infrastructures vitales", celles qui précisément, pourraient être détruites par des attaques de sabotage numérique sont au cœur des préoccupations de nos gouvernants. -

Mais aussi la même [mobilisation](#) d'ONG ou de simples internautes. - Enfin et surtout, le principe du "Whistleblowing" a peut être provoqué ce qu'un ministre italien nomme un "onze septembre de la diplomatie", mais quelle image faudra-t-il employer pour son application au monde de l'économie ? Tsunami ? Armageddon ? Dans tous le cas, ce que Wikileaks risque de révéler sur le [système bancaire](#) pourrait bien parachever le dynamitage de la société de l'information par la transparence dont elle se réclame tant.